

ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-688

présenté par

Mme Sas, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3, insérer l'article suivant:**

L'article 111 du code général des impôts est complété par un *f* ainsi rédigé :

« *f*. Les revenus perçus par les entités et sociétés définies aux articles L. 517-1 à L. 517-4-3 du code monétaire et financier, et conservés dans les comptes de ces entités et sociétés pendant plus de trois exercices, au prorata des parts dans la possession desdites entités ou sociétés ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à soumettre à l'impôt sur le revenu les dividendes distribués sur les comptes des holdings mais non encore versés aux actionnaires, depuis plus de 3 ans.

Notre objectif ici est de lutter contre les pratiques d'évitement de l'impôt.

En effet, certains actionnaires laissent dormir les liquidités dans les comptes d'une holding pour réussir à échapper à toute taxation, un mécanisme qui illustre une fois encore la faible contribution des ultra-riches à l'effort fiscal.

Aujourd'hui, les milliardaires ne paient que 0 % à 0,5 % d'impôt sur le patrimoine. Cette situation est d'autant plus frappante que, tandis que la richesse moyenne a augmenté de 3 % par an à l'échelle mondiale depuis 1995, la fortune des individus les plus riches a, quant à elle, progressé de 6 % à 9 % par an.

Ainsi, mettre fin à l'évitement fiscal est non seulement un enjeu de finances publiques mais également une nécessité pour assurer la cohésion sociale de la Nation, et ce notamment car ces inégalités augmentent le ressentiment de nos citoyens à l'égard des classes dirigeantes.